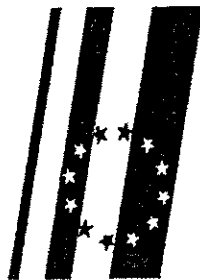


P/c



Le 1<sup>er</sup> Juillet 2014



# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE**

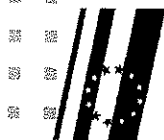
Consultation sur place :

Mairie – Accueil – 46 avenue de Gameville – 31650 Saint Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi : 8h30-12h et 13h30-17h30 et le vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30

N° 95 - Période du 1<sup>er</sup> MAI 2014 au 31 MAI 2014

# DECISIONS



Haute-Garonne

05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES  
8<sup>ème</sup> alinéa

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

VU la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

VU l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

VU le titre de concession n° 2013017 du 22 octobre 2013 qui accorde à Monsieur Jean-Marc VIGIER une concession Trentenaire au cimetière de Nazan Columbarium emplacement IC6, moyennant le paiement de 1493,30 € pour la concession.

VU la demande de rétrocession formulée le 20 décembre 2013, par Monsieur Jean-Marc VIGIER, titulaire de la concession,

**Considérant** que la concession est vide de toute sépulture et qu'il y a donc lieu d'accueillir favorablement la demande de rétrocession présentée par Jean-Marc VIGIER,

**DECIDE S/N° 66/2014**

**ARTICLE 1**

La rétrocession à la Commune de la concession n° 2013017, au cimetière de Nazan, emplacement IC6, demandée par Monsieur Jean-Marc VIGIER, est acceptée.

Le montant à restituer à Monsieur Jean-Marc VIGIER, sera calculé comme suit :

- Concession : valeur initiale 1493.30 €, remboursé dans son intégralité.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, 15 MAI 2014

Pour le Conseil  
Par subdélégation de Mme le Maire,



M. Alain MASSA  
Adjoint au Maire aux Finances et Ressources  
Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le

15 MAI 2014



DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

4ème alinéa

Portant signature du marché « Nettoyage d'éléments en  
hauteur dans les bâtiments communaux »

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour « les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés » et pour « les bons de commandes des marchés fractionnés à bons de commande ».

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 67/2014

**ARTICLE 1**

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le marché « nettoyage d'éléments en hauteur dans les bâtiments communaux », à savoir celle formulée par la société AXIS SERVICES, pour un montant de 9595.20 € TTC.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 25 avril 2014

Pour le Conseil  
Par subdélégation de Mme le Maire,

M. Alain MASSA

Adjoint au Maire aux Finances et Ressources  
Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le

6 mai 2014

**VILLE DE  
SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**16° alinéa**

**Appel dans le cadre du contentieux ACMD**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 16).

Vu le jugement du Tribunal Administratif de Toulouse en date du 22 avril 2014.

Considérant que dans le cadre de l'exécution du marché public de travaux de construction du CTM, un contentieux oppose la Commune à la société ACMD, attributaire du lot 2 intitulé « Charpente métallique/Couverture/Etanchéité/Bardage ». La société ACMD étant en liquidation judiciaire, le contentieux oppose désormais la Commune à Maître VITANI, liquidateur judiciaire de la société ACMD. Par jugement en date du 22 avril 2014, le Tribunal Administratif de Toulouse a condamné la Commune au versement d'indemnités.

Considérant que la défense des intérêts de la Commune conduit à interjeter appel de ce jugement auprès de la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux.

**DECIDE S/N° 68/2014**

**ARTICLE 1**

D'interjeter appel du jugement rendu par le Tribunal Administratif de Toulouse le 22 avril 2014 dans l'affaire n° 1002798-4 Me VITANI, liquidateur judiciaire de la société ACMD c/ Commune de Saint Orens de Gameville, devant la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux.

**ARTICLE 2**

De charger le Cabinet BOUYSSOU et associés, domicilié à TOULOUSE, 160 Grande Rue Saint-Michel, de la défense des intérêts de la Commune dans le cadre de ce contentieux et de lui régler tous les honoraires correspondant.

**ARTICLE 3**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal. Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 28 avril 2014

Par délégation du Conseil  
Madame le Maire,

Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 29/4/2014  
Et publication, affichage ou notification le



DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

Concession N°184 emplacement NCI-T/27

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

**VU** la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

**VU** l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

**VU** la demande présentée par **Monsieur et Madame ALQUIÉ Gérard époux DAVID Monique** demeurant à **SAINT-ORENS, 50, rue de la Saune** tendant à renouveler la concession de terrain N° 184, emplacement NCI -T/27 dans le cimetière communal de Ninaret délivrée le 02 juin 1997 pour une durée Perpetuelle à vocation familiale,

**DECIDE S/N° 69/2014**

**Article 1** – Il est accordé, dans le cimetière de NINARET, au nom de **Monsieur et Madame ALQUIÉ Gérard** et à l'effet d'y renouveler la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

**En CONCESSION PERPETUELLE  
à compter du 07 janvier 2012**

**Article 2** – Cette concession est accordée à titre de renouvellement de concession de durée perpétuelle moyennant la somme totale de **1183,00 €**

**Article 3** - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession

**Article 4** - La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal. Un exemplaire en sera adressé à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens de Gameville le **22 MAI 2014**

Pour le Conseil

Par subdélégation de Mme le Maire,



**M. Alain MASSA**

Adjoint au Maire aux Finances et Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le

**27 MAI 2014**



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**8ème alinéa**

**CONCESSION DE TERRAIN DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 2014011**  
**Emplacement : M15**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-de-Gameville,  
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.  
VU la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).  
VU l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Considérant la demande présentée par **Madame MOULINIER, épouse ABADIE, Jacqueline** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 40 avenue des îles**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° 70/2014**

**Article 1** - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Madame MOULINIER, épouse ABADIE, Jacqueline et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION PERPÉTUELLE**  
à compter du 25 avril 2014

**Article 2** - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **3280,00 €**.

**Article 3** - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**Article 4** - La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 5 mai 2014

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire



**M. Alain MASSA**  
Adjoint au Maire aux finances  
et Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le

**13 MAI 2014**

Accusé de réception en préfecture  
031-213105067-20140505-70-2014-AU  
Date de télétransmission : 13/05/2014  
Date de réception préfecture : 13/05/2014



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**4ème alinéa**

**SIGNATURE DE L'AVENANT 2 AU LOT 2 « ASSURANCE  
DES RESPONSABILITÉS ET RISQUES ANNEXES » DU  
MARCHÉ DES ASSURANCES 2011/01**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Considérant le bien-fondé de l'avenant 2 au lot 2 « Assurance des responsabilités et risques annexes » du marché de assurances 2011/01,

**DECIDE S/N° 71/2014**

**ARTICLE 1**

De signer l'avenant n°2 au lot 2 « Assurance des responsabilités et risques annexes » du marché des assurances 2011/01 qui fixe de façon définitive, la cotisation due au titre de l'année 2013 après prise en compte de la masse salariale correspondante.

La cotisation définitive est ainsi portée à : 10 930.10€ HT soit 11 913.80€ TTC soit un montant d'avenant de 1296.89€HT soit 1413.62€TTC.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 29 avril 2014

Pour le Conseil,

Mme Dominique FAURE  
Maire

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 6 mai 2014  
Et publication, affichage ou notification le



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**4ème alinéa**

**ATTRIBUTION DU LOT 1 MENUISERIES DU MARCHÉ DE  
REAMENAGEMENT DES SALLES DE CHANGE POUR LA  
MAISON DE LA PETITE ENFANCE**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

**DECIDE S/N° 72/2014**

**ARTICLE 1**

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir celle proposée par la société SAS H2R Résinor, pour sa variante (plans en résine polyester monobloc moulés) pour un montant de 37 960.80€ TTC.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 02/05/14

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire,



M. Anicet KOUNOUGOUS

Adjoint au Maire à la Commande publique, aux  
affaires sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le

Et publication, affichage ou notification le



**DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**4ème Alinéa**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

**VU** la délibération en date du 17 Avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le projet d'activité 2013-2014 et le budget primitif de l'Ecole Municipale de Musique,

**VU** la consultation sommaire à laquelle il a été procédé,

**VU** le code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35

**DECIDE S/N° 73 -2014**

**ARTICLE 1**

**Il est conclu avec Madame Juliette VITTU**

**Demeurant : 16 rue Cuvier 31100 TOULOUSE**

**un contrat d'engagement d'un intermittent du spectacle en tant que musicienne pour la comédie musicale « Marco Polo et la princesse de Chine » organisée par l'école municipale de musique de Saint-Orens en partenariat avec le collège René Cassin, pour un montant de :**

**834,81 Euros T.T.C (dont 364,81 Euros de charges + 470,00 Euros de salaire net).**

**ARTICLE 2**

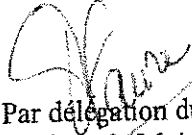
**L'intervention de Madame Juliette VITTU aura lieu les 12, 13, 15, 16 mai 2014.**

**ARTICLE 3**

**La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.**

**Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.**

**Fait à Saint-Orens de Gameville le 12 Mai 2014.**

  
Par délégation du Conseil,  
Madame le Maire  
Dominique FAURE

**Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le**  
**Et publication, affichage ou notification le**



DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

4ème alinéa

Signature de l'accord-cadre de fourniture de livres et  
manuels scolaires

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

**DECIDE S/N° 74-2014**

**ARTICLE 1**

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir celle proposée par la société PICHON, pour un montant maximum annuel HT de 12 000 €, soit 36 000 € HT sur 3 ans.

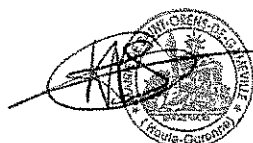
**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 13 mai 2014

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire,



M. Anicet KOUNOUGOUS

Adjoint au Maire à la Commande publique, aux  
affaires sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tél: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**4ème alinéa**

**Signature du marché « Retranscription des séances du  
Conseil Municipal »**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

**DECIDE S/N° 75-2014**

**ARTICLE 1**

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le marché « retranscription des séances du Conseil Municipal », à savoir celle formulée par la société CABINET CLAVEL.

Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> juin 2014, reconductible 3 fois, pour un montant minimum annuel de 2 500 € HT et un montant maximum annuel de 10 000 € HT.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 20 mai 2014

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire,

M. Anicet KOUNOUGOUS  
Adjoint au Maire à la Commande publique, aux  
affaires sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**4ème alinéa**

**Attribution du marché « acquisition de mobilier de bureau »**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

**DECIDE S/N° 76-2014**

**ARTICLE 1**

D'accepter les offres économiquement les plus avantageuses, pour le marché « acquisition de mobilier de bureau », à savoir celles présentées par :

- Lot 1 Mobilier de bureau : MANUTAN COLLECTIVITES pour un montant maximum pour la durée totale du marché de 22 000 € HT
- Lot 2 Armoires : MAJENCIA pour un montant maximum pour la durée totale du marché de 8 000 € HT
- Lot 3 Rayonnages métalliques : PROVOST pour un montant maximum pour la durée totale du marché de 5 000 € HT
- Lot 4 Environnement de bureau : MANUTAN COLLECTIVITES pour un montant maximum pour la durée totale du marché de 4 000 € HT.

Ce marché est conclu pour une durée ferme de 2 ans, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2014.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 21 mai 2014

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire,



M. Anicet KOUNOUGOUS  
Adjoint au Maire à la Commande publique, aux  
affaires sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**4ème alinéa**

**Attribution du marché « achat d'un minicar »**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

**DECIDE S/N° 77-2014**

**ARTICLE 1**

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le marché « achat d'un minicar », à savoir celle présentée par DIETRICH Sud (offre de base pour un véhicule neuf), pour un montant de 97 000 € HT.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 22 mai 2014

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire,



M. Anicet KOUNOUGOUS  
Adjoint au Maire à la Commande publique, aux  
affaires sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le



Haute-Garonne

05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
24° alinéa

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION PLANTE & CITE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment de procéder au renouvellement de l'adhésion aux associations dont la commune est membre (alinéa 24)

Considérant l'intérêt pour la Commune d'adhérer à l'association PLANTE & CITE afin de bénéficier des services qu'elle propose,

DECIDE S/N° 78/2014

**ARTICLE 1**

De renouveler pour l'année 2014 l'adhésion de la Commune à l'association PLANTE & CITE et de payer la cotisation annuelle correspondante d'un montant de 515,00 euros.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 26 MAI 2014

Par délégation du Conseil,  
Madame le Maire,

  
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 26 MAI 2014  
Et publication, affichage ou notification le



DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES  
8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2014012

Emplacement : N/13

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par Madame GAUTHIER Annie et Monsieur SORIANO Michel demeurant à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 12 rue Des Îles Célèbes, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 79/2014

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Madame GAUTHIER Annie et à Monsieur SORIANO Michel et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION PERPÉTUELLE**

à compter du 26 mai 2014

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **3280,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé.

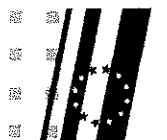
Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le - 2 JUIN 2014

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire



M. Alain MASSA  
Adjoint au Maire aux finances  
et Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le - 3 JUIN 2014  
Et publication, affichage ou notification le



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**8<sup>ème</sup> alinéa**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

VU la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

VU l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

VU le titre de concession n° 2013003 du 11 mars 2013 qui accorde à Monsieur Jean-Marie ZAHNER une concession Trentenaire au cimetière de NINARET Columbarium emplacement 2, moyennant le paiement de 811.90 € pour la concession.

VU la demande de rétrocession formulée le 03 avril 2014, par Monsieur Jean-Marie VAHNER, titulaire de la concession,

**Considérant** que la concession est vide de toute sépulture et qu'il y a donc lieu d'accueillir favorablement la demande de rétrocession présentée par Monsieur Jean-Marie ZAHNER,

**DECIDE S/N° 80/2014**

**ARTICLE 1**

La rétrocession à la Commune de la concession n° 20130003, au cimetière de Ninaret, columbarium emplacement 2, demandée par Monsieur Jean-Marie ZAHNER, est acceptée.

Le montant à restituer à Monsieur Jean-Marie ZAHNER, sera calculé comme suit :

- Concession : valeur initiale **811.90€**, diminuée de **271.00€** (somme restant acquise au CCAS de la Commune), et de **18.03€** (correspondant à 1 an d'occupation),

Soit un montant de **522.87€** à restituer à Monsieur ZAHNER

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le

**- 3 JUIN 2014**

Pour le Conseil

Par subdélégation de Mme le Maire,



**M. Alain MASSA**

Adjoint au Maire aux Finances et  
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le **- 3 JUIN 2014**  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**4ème alinéa**

**Signature de l'avenant 1 au lot 1 du marché  
« Réhabilitation de la Maison des Solidarités »**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de la proposition d'avenant,

**DECIDE S/N° 81-2014**

**ARTICLE 1**

D'accepter les modifications des prestations du lot 1 « démolition-gros œuvre », du marché « Réhabilitation de la Maison des Solidarités », décrites ci-dessous :

- Création d'un linéaire
- Dépose de briques foraines
- Réalisation d'un dallage surélevé
- Démolition de doublages complémentaires
- Déplacement de 5 poteaux en bois et réalisation de 5 semelles.

Le montant de l'avenant s'élève à 9 998.69 € TTC. Le montant total du marché, avenant compris, s'élève à 483 659.75 € TTC.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 28 mai 2014

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire,



**M. Anicet KOUNOUGOUS**

Adjoint au Maire à la Commande publique, aux  
affaires sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel : 05 61 39 00 00

Fax : 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**4ème alinéa**

**Signature du marché « Prestations de maintenance préventive  
et curative pour le matériel de la cuisine centrale et des cuisines  
satellites »**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

**DECIDE S/N° 82-2014**

**ARTICLE 1**

D'accepter les offres économiquement les plus avantageuses, pour le marché « prestations de maintenance préventive et curative pour le matériel de la cuisine centrale et des cuisines satellites », à savoir celles formulées par :

- Pour le lot 1 « matériel frigorifique », la société CCS Midi-Pyrénées, pour un montant de 3200.80 € HT, soit 3840.96 € TTC,
- Pour le lot 2 « matériel de cuisson, de préparation, de manutention et de distribution », la société SPIE Sud-Ouest, pour un montant de 3700 € HT, soit 4440 € TTC,
- Pour le lot 3 « matériel de laverie, la société AVLIS, pour un montant de 1496.50 € HT, soit 1795.80 € TTC.

Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter du 15 juillet 2014, reconductible 2 fois.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 28 mai 2014

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Madame le Maire,

M. Anicet KOUNOUGOUS  
Adjoint au Maire à la Commande publique, aux affaires  
sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le



ARRETES





**ARRETE MUNICIPAL  
TEMPORAIRE PORTANT  
REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION**

**Place du Souvenir**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92,
- Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature N° 23059 accordée à Monsieur JOP – 5<sup>ème</sup> adjoint au maire

**Considérant** qu'en raison du déroulement des commémorations officielles place du souvenir, il y a lieu momentanément de modifier la circulation sur ce quartier;

**ARRETONS sous N° 23105**

**ARTICLE 1**

- la circulation sera interdite avenue augustin labouilhe entre la rue de nazan et la rue des Sports, elle sera déviée par la rue de Nazan et la rue de sports
- la circulation sera interdite rue Montrégeau entre la rue du Dr Arazat et la place du souvenir, elle sera déviée par la rue du Dr Arazat
- la circulation sera interdite rue de Ninaret entre le parking du cimetière et la place du souvenir
- le stationnement de tous les véhicules sera interdit place du souvenir

**Date de la manifestation :  
8 mai 2014**

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place par les services municipaux.

Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation sera rétablie.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### ARTICLE 6

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

#### ARTICLE 7

Le Maire de SAINT-ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

#### ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- aux Pétitionnaires (l'entreprise ou la personne chargée des travaux).
- la Police Municipale.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE, le 29 avril 2014

Pour Le maire et par délégation  
L'Adjoint au Maire

  
Serge JOB

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT  
Et publication, affichage ou notification le 8 mai 2014,

# VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

## DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE

Madame le Maire,

Je soussigné Monsieur TREZEUX Patrice, Président du Volley Ball Saint-Orens, domicilié 10 rue des Lauriers à Saint-Orens de Gameville - 31650, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – au complexe sportif, le 25 mai 2014 à l'occasion de la journée « Green volley ».

Le 20 mai 2014.....

Patrice TREZEUX  
Secrétaire

### ARRETE DU MAIRE N° 23110

Je soussignée, D. FAURE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la Santé Publique,

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par Monsieur TREZEUX Patrice, Président du Volley Ball Saint-Orens, domicilié 10 rue des Lauriers à Saint-Orens de Gameville – 31650.

#### Article unique :

Monsieur TREZEUX Patrice, Président du Volley Ball Saint-Orens, domicilié 10 rue des Lauriers à Saint-Orens de Gameville – 31650 est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – au complexe sportif, le 25 mai 2014 à l'occasion de la journée « Green volley ».

A charge par lui de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE,  
Le 2 mai 2014.

Madame le Maire  
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT.

Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le : 20 mai 2014

**Demande déposée le 26/03/2014**

**N° PC 031 506 14 00009**

Par : **Monsieur FERJANI Boran**  
Demeurant à : **3 AVENUE DES PYRENEES  
31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**  
Représenté par :  
Pour : **Réaliser l'extension d'une maison individuelle**  
Sur un terrain sis à : **3 AVENUE DES PYRENEES BE 191**

Surface de plancher  
créée : 19 m<sup>2</sup>

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

**MONSIEUR LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1<sup>er</sup> avril 2014,,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1<sup>er</sup> avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu l'avis en date du 09/04/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu la surface de plancher existante conservée de 185 m<sup>2</sup>,

CONSIDERANT que le projet ne respecte pas intégralement les dispositions de l'article UB 7.1.1 du règlement du Plan Local d'Urbanisme en ce qui concerne :

- Le projet d'extension de la terrasse est implanté à 2,41 mètres de la limite séparative au lieu de 4 mètres minimum réglementaires.

**ARRETE N° 23 112**

**ARTICLE UNIQUE :** Le permis de construire est refusé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

**Le 14 MAI 2014**

Pour le Maire  
Par délégation



**Marc DEL BORRELLO**  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement Urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le 16 MAI 2014

.../...

VILLE DE ST ORENS  
DE GAMEVILLE



DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR  
UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE

Madame le Maire,

Je soussigné Madame DROCOURT Françoise, Présidente de l'association de Gymnastique Rythmique Saint-Orennaise, domicilié 46, avenue de Gameville à Saint-Orens de Gameville - 31650, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – à Altigone, le samedi 14 juin et le dimanche 15 juin 2014 à l'occasion de la journée du spectacle de fin de saison.

Le 26/05/2014

ARRETE DU MAIRE N°23111

Je soussignée, D. FAURE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la Santé Publique,

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par Madame DROCOURT Françoise, Présidente de l'association de Gymnastique Rythmique Saint-Orennaise, domicilié 46, avenue de Gameville à Saint-Orens de Gameville – 31650.

Article unique :

Madame DROCOURT Françoise, Présidente de l'association de Gymnastique Rythmique Saint-Orennaise, domicilié 46, avenue de Gameville à Saint-Orens de Gameville est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – à Altigone, le samedi 14 juin et le dimanche 15 juin 2014 à l'occasion de la journée du spectacle de fin de saison.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE,  
Le 05 mai 2014.

Madame le Maire  
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT,  
Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le : 26/05/2014

Hôtel de Ville 46, Avenue de Gameville 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Demande déposée le 19/03/2014**

**N° PC 031 506 14 00007**

|                        |  |
|------------------------|--|
| Par :                  | SARL CSP PROMOTION                         |
| Demeurant à :          | 51 BIS CHEMIN DES CARMES<br>31400 TOULOUSE |
| Représenté par :       | Monsieur SIRBA PIERRE                      |
| Pour :                 | Edifier 2 maisons individuelles            |
| Sur un terrain sis à : | 20 RUE DU BOUSQUET BN 64                   |

Surface de plancher  
créée : 177 m².

Nb de logements : 2

Nb de bâtiments : 2

Destination : Habitation

**MONSIEUR LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire valant division susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1<sup>er</sup> avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu les compléments de dossier déposés les 16/04/2014 et 17/04/2014,

Vu l'avis en date du 09/04/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 11/04/2014 assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 17/04/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 2x12 kVA,

Vu l'avis en date du 24/04/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

**ARRETE N° 23 113**

ARTICLE 1 : Le permis de construire valant division est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 14 MAI 2014

Pour le Maire  
Par délégation



Marc DEL BORRELLO  
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement Urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 10 MAI 2014

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire ;**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.31312 du code général des collectivités territoriales.

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES/OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard

**Demande déposée le 14/03/2014**

**N° PC 031 506 13 00032 01**

|                        |  |
|------------------------|--|
| Par :                  | URBIS REALISATIONS   |
| Demeurant à :          | 56 58 RUE ALSACE LORRAINE BP 10808<br>31008 TOULOUSE CEDEX 6 |
| Représenté par :       | Monsieur SCAFONE Gilbert                                     |
| Pour :                 | Modifier les clôtures en limites séparatives                 |
| Sur un terrain sis à : | 64 AVENUE DE LA MARQUEILLE BL 74                             |

Surface de plancher

créée : 0

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

**MONSIEUR LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1<sup>er</sup> avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis de construire modificatif n° PC 031 506 1300032 01M délivré le 25/04/2014,

Considérant l'adresse du terrain erronée dans le cadre susvisé et modifiée supra,

**ARRETE N° 23 116**

ARTICLE 1 : Le permis de construire rectificatif du permis de construire modificatif n° PC 031 506 1300032 01M délivré le 25/04/2014 à la société URBIS REALISATION représentée par Monsieur SCAFONE Gilbert est ACCORDE, rectifiant l'adresse des travaux.

ARTICLE 2 : Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire susvisé sont maintenues et devront être observées.

**Le 14 MAI 2014**



**Marc DEL BORRELLO**  
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement Urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le 14 MAI 2014

**Demande déposée le 25/03/2014****N° PC 031 506 14 00008**

|                        |   |
|------------------------|---|
| Par :                  | SA DUPRAT   |
| Demeurant à :          | 4 AVENUE DES PALANQUES<br>31120 PORTET SU GARONNE |
| Représenté par :       | Madame DUPRAT Marie-José                          |
| Pour :                 | Edifier 2 maisons jumelées                        |
| Sur un terrain sis à : | 45 AVENUE DE TOULOUSE BX 43p                      |

Surface de plancher  
créée : 265 m²

Nb de logements : 2

Nb de bâtiments : 2

Destination : Habitation

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1<sup>er</sup> avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le complément de dossier déposé le 22/04/2014,

Vu l'avis favorable en date du 08/04/2014 du Conseil Général de la Haute Garonne - Secteur Routier assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 09/04/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 11/04/2014 assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 14/04/2014 de TISSEO SMTC,

Vu l'avis en date du 17/04/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 24/04/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 12 kVA,

CONSIDERANT que le projet ne respecte pas intégralement les dispositions du règlement du Plan Local d'Urbanisme en ce qui concerne :

- Le projet prévoit l'implantation des maisons à 3,74 mètres et 3,71 mètres des limites séparatives au lieu de 4 mètres minimum règlementaires comme le stipule l'article UB 71.1.

- Le projet prévoit la plantation de 8 arbres sur la parcelle, or il doit être planté au moins 11 arbres comme le stipule l'article UB 13.6.1.

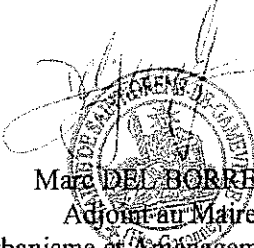
- Le projet prévoit un remblai de 1,18 mètre au lieu de 1 mètre maximum règlementaire comme le stipule l'article UB 2.11.

## ARRETE N° 23 114

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire est refusé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le 14 MAI 2014

Pour le Maire  
Par délégation

  
Marc DEL BORRELLO  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement Urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 100 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

**Demande déposée le 14/03/2014**

**N° PC 031 506 13 00046 01M**

|                        |  |        |
|------------------------|--|--------|
| Par :                  | Monsieur PULLES Sébastien  |        |
| Demeurant à :          | 26 AVENUE DES ILES<br>31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE                               |        |
| Représenté par :       |  |        |
| Pour :                 | Modifier l'aspect extérieur et la surface de<br>plancher d'une maison individuelle |        |
| Sur un terrain sis à : | 26 AVENUE DES ILES   | BV 126 |

Surface de plancher

créée : 3 m<sup>2</sup>

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005 et révisé le 27 juin 2013,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis de construire n° 031 506 1300046 délivré le 16/01/2014,

Vu le complément de dossier déposé le 26/03/2014,

Vu l'avis en date du 07/05/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu la surface de plancher existante conservée de 216 m<sup>2</sup>,

**ARRÊTE N° 23 120**

ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif du permis de construire délivré le 16/01/2014 sous le n° 031506 1300046 est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par la Communauté Urbaine Toulouse Métropole devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial sont maintenues et devront être observées.

ARTICLE 5 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 15 mai 2014

Pour le Maire  
Par délégation



Marc DEL BORRELLO  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement Urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

#### POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de la Direction des Services Techniques de la Mairie de Saint-Orens au 05.61.14.88.57.

#### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

# **VILLE DE ST ORENS**

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

Marc DEL BORRELLO

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

## **ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT L'OUVERTURE DU MAGASIN « LA HALLE VETEMENTS » ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC de TYPE M – 2<sup>ème</sup> Catégorie**

**Le Maire** de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, définissant les pouvoirs généraux de police des maires en matière de protection des personnes et des biens,

**Vu** le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public et de l'arrêté ministériel du 22 Décembre 1981 modifié,

**Vu** la visite du 19 mars 2014 effectuée par le groupe de visite de la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P.,

**Considérant** l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P., émis par procès-verbal en date du 16 avril 2014, reçu le 28 avril 2014,

### **ARRETE N°23121**

#### **ARTICLE 1**

Le magasin « LA HALLE VETEMENTS » situé 1 rue du Commerce à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est ouvert au public à titre permanent à compter de la date de signature du présent arrêté.

#### **ARTICLE 2**

L'exploitant est tenu de réaliser les prescriptions émises par la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et visées dans le procès-verbal en date du 16 avril 2014.

Il devra maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Les travaux n'étant pas soumis à permis de construire mais entraînant une modification de la distribution intérieure ou nécessitant l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera adressé au pétitionnaire et à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à SAINT -ORENS-DE-GAMEVILLE,

Le 19 MAI 2014

Pour le Maire  
Par délégué



Marc DEL BORRELLO

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 19 MAI 2014

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

#### **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (*L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite*).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

# VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne  
☎ 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

Marc DEL BORRELLO  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain

## ARRETE MUNICIPAL ORDONNANT LA FERMETURE DE L'ETABLISSEMENT A L'ENSEIGNE «C MOON PALACE» ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC de TYPE L, N – 4<sup>ème</sup> Catégorie

**Le Maire** de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, définissant les pouvoirs généraux de police des maires en matière de protection des personnes et des biens,

**Vu** le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public et de l'arrêté ministériel du 22 Décembre 1981 modifié,

**Vu** la visite périodique en date du 25 mars 2014,

**Considérant** l'avis défavorable à la poursuite d'exploitation de l'établissement émis par procès-verbal de la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. en date du 16 avril 2014, reçu le 28 avril 2014 ;

### ARRETE N°23124

#### ARTICLE 1

L'établissement à l'enseigne «C MOON PALACE», situé 10 Boulevard du Libre-échange à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE sera fermé au public dès réception du présent arrêté.

#### ARTICLE 2

L'autorisation d'ouverture au public ne pourra être accordée qu'après réalisation des prescriptions visées dans le procès-verbal de la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. en date du 16 avril 2014, puis avis favorable de ladite Commission.

#### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera adressé au responsable de l'établissement et à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à SAINT -ORENS-DE-GAMEVILLE,

Le 26 MAI 2014

Pour le Maire  
Par délégation



Marc DEL BORRELLO  
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

# **VILLE DE ST ORENS**

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne  
☎ 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

Marc DEL BORRELLO  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain

## **ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT L'OUVERTURE DU POLE D'ACTIVITES ET DE SOINS ADAPTES DE L'EHPAD A. LABOUILHE ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC de TYPE J – 4<sup>ème</sup> Catégorie**

**Le Maire** de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, définissant les pouvoirs généraux de police des maires en matière de protection des personnes et des biens,

**Vu** le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public et de l'arrêté ministériel du 22 Décembre 1981 modifié,

**Vu** l'autorisation de travaux n° AT 31.506.12.00007 délivrée le 27 novembre 2012,

**Vu** le permis de construire n° PC 31.506.12.00019 délivré le 5 décembre 2012,

**Vu** la visite de réception des travaux du 25 avril 2014 effectuée par le groupe de visite de la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P.,

**Considérant** l'avis favorable de la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P., émis par procès-verbal en date du 29 avril 2014,

### **ARRETE N°23125**

#### **ARTICLE 1**

Le pôle d'activités et de soins adaptés de l'EHPAD A. LABOUILHE situé Place du Souvenir à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est ouvert au public à titre permanent à compter de la date de signature du présent arrêté.

#### **ARTICLE 2**

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Les travaux n'étant pas soumis à permis de construire mais entraînant une modification de la distribution intérieure ou nécessitant l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

.../...

**ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera adressé au pétitionnaire et à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à SAINT -ORENS-DE-GAMEVILLE,  
Le 19 MAI 2014

Pour le Maire  
Par délégation



Marc DEL BORRELLO  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 20 MAI 2014

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

**MAIRIE DE SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**

**REFUS DE PERMIS DE CONSTRUIRE  
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

**Demande déposée le 04/03/2014**

**N° PC 031 506 14 00003**

|                        |  |
|------------------------|--|
| Par :                  | SARL AMP CREATION                        |
| Demeurant à :          | ZA POUMADERES<br>32220 L'ISLE JOURDAIN   |
| Représenté par :       | Monsieur AYGEBERE Patrick                |
| Pour :                 | Edifier 3 maisons individuelles jumelées |
| Sur un terrain sis à : | 22 RUE DES VIGNES BS 59                  |

Surface de plancher  
créée : 261 m<sup>2</sup>

Nb de logements : 3

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

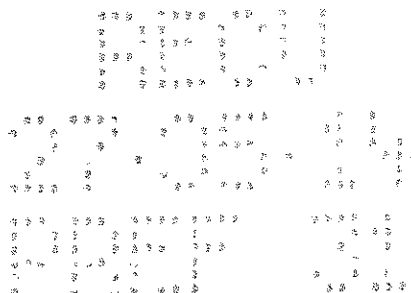
Vu la demande de permis de construire susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1<sup>er</sup> avril 2014,  
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,  
Vu l'avis favorable en date du 12/03/2014 du service E.R.D.F.,  
Vu l'avis en date du 13 /03/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,  
Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 18/03/2014 assorti de prescriptions,  
Vu l'avis en date du 01/04/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,  
CONSIDERANT que le projet ne respecte pas intégralement les dispositions de l'article UB 7.1.2 du règlement du Plan Local d'Urbanisme en ce qui concerne :

- Le projet prévoit un garage implanté en limite séparative qui atteint une hauteur de 4 mètres au faîtage au lieu de 3,50 mètres maximum règlementaires.

**ARRETE N° 23 126**

**ARTICLE UNIQUE** : Le permis de construire est refusé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

**Le 26 MAI 2014**



Pour le Maire  
Par délégation



Marc DEL BORRELLO  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le 27 MAI 2014

**VILLE DE  
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**ARRETE PORTANT DELEGATION  
DE FONCTION  
DE MEMBRE DES CONSEILS D'ECOLE**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation à des membres du Conseil Municipal,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article D. 411-1 qui prévoit que la Commune est représentée dans chaque conseil d'école par le Maire ou son représentant et par un conseiller municipal désigné par le Conseil Municipal,

Vu la délibération en date du 17 avril désignant les représentants du Conseil Municipal aux conseils des 6 écoles de la Commune,

Considérant que Madame Maria LAFFONT a été élue 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire lors du Conseil Municipal du 29 mars 2014,

Considérant que Madame le Maire, pour une bonne organisation de la gestion de la Commune et des relations avec les écoles de la Commune, décide de déléguer la fonction de membre du conseil d'école à Madame Maria LAFFONT

**ARRETONS SOUS N° 23129**

**ARTICLE 1**

Délégation de fonction est accordée à Madame Maria LAFFONT, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire, pour la Présidence des conseils d'école suivants :

- Ecole maternelle Henri PUIS
- Ecole élémentaire Henri PUIS
- Ecole maternelle de Catala
- Ecole élémentaire de Catala
- Ecole maternelle du Corail
- Ecole élémentaire du Corail

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, notifié au délégataire, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

Fait à Saint Orens de Gameville, le 14 mai 2014

Madame le Maire

Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 26/03/2014  
Publication le :  
Notification le :

**Demande déposée le 28/04/2014**

**N° PC 031 506 13 00052**

|                        |  |
|------------------------|--|
| Par :                  | Monsieur RUBIO Philippe                  |
| Demeurant à :          | 10 CHEMIN D'EN POUTET<br>31450 BELBERAUD |
| Représenté par :       |  |
| Pour :                 | Edifier deux maisons jumelées            |
| Sur un terrain sis à : | 22 RUE DES VIGNES BS 59                  |

Surface de plancher  
créée : 168 m<sup>2</sup>

Nb de logements : 2

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1<sup>er</sup> avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis de construire n° 031 506 1300052 délivré le 14/02/2014,

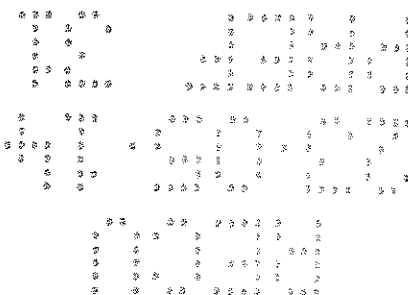
Vu la lettre reçue en date du 28/04/2014 demandant que soit retiré l'arrêté du permis de construire n° 031506 1300052 délivré le 14/02/2014 au profit de Monsieur RUBIO Philippe,

CONSIDERANT que les travaux ne sont pas commencés,

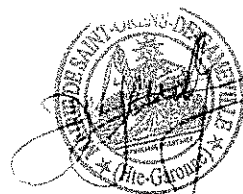
**ARRETE N° 23 128**

ARTICLE UNIQUE : L'arrêté du permis de construire est retiré pour le projet décrit dans la demande susvisée.

**Le 22 ..... 2014**



Pour le Maire  
Par délégation



**Marc DEL BORRELLO**  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

21 MAI 2014

**MAIRIE DE SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**

**CADUCITE D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE  
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

**Demande déposée le 09/05/2014**

**N° PC 031 506 11 00011**

|                        |  |
|------------------------|--|
| Par :                  | PICARD SURGELES  |
| Demeurant à :          | 19 PLACE DE LA RESISTANCE<br>92446 ISSY LES MOULINEAUX |
| Représenté par :       | Monsieur ROUSSEL Philippe                              |
| Pour :                 | Edifier un bâtiment à usage de commerces               |
| Sur un terrain sis à : | 2 AVENUE DE TOULOUSE BT 134 (4007 m²)                  |

Surface de plancher

créée : 630 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 1

Destination : Commerces

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1<sup>er</sup> avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu la lettre en date du 06/05/2014 demandant que soit retiré l'arrêté du permis de construire n° 031506 1100011 délivré le 02/05/2011 au profit de la Société PICARD SURGELES représentée par Monsieur ROUSSEL Philippe,

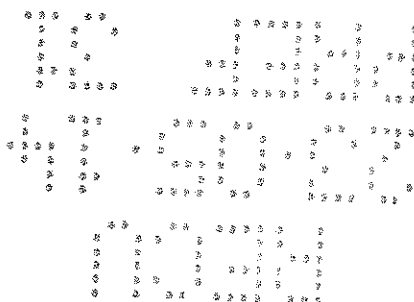
Vu le permis de construire n° 031 506 1100011 délivré le 02/05/2011,

CONSIDERANT que les travaux n'ont pas été engagés dans le délai de validité du permis de construire susvisé,

**ARRETE N° 23 127**

**ARTICLE UNIQUE** : Le permis de construire n° 031 506 1100011 délivré le 02/05/2011 au bénéfice de la Société PICARD SURGELES représentée par Monsieur ROUSSEL Philippe est CADUC pour le projet décrit dans la demande susvisée.

**Le 22 MAI 2014**



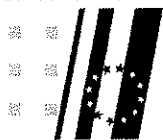
Pour le Maire  
Par délégation



Marc DEL BORRELLO  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 23 MAI 2014

**VILLE DE  
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne

Tél : 05 61 39 00 00

Fax : 05 62 24 92 94

**ARRETE DE NOMINATION DES MEMBRES DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS**

**Madame Dominique FAURE  
Maire**

Madame le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article R. 123-10 prévoyant que le Conseil d'administration du CCAS doit être constitué dans un délai de deux mois à compter de l'installation du Conseil Municipal.

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L. 123-6 et R. 123-7 et suivants qui confèrent à Madame le Maire le pouvoir de nomination des membres du Conseil d'administration du CCAS, parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la Commune.

Vu la délibération du Conseil Municipal n°53/2014 du 17 avril 2014, rendue exécutoire le 18 avril 2014, fixant le nombre des membres du Conseil d'administration du CCAS à 16, c'est-à-dire 8 membres élus par le Conseil Municipal en son sein et 8 membres nommés.

Vu l'affichage en Mairie en date du 29 avril 2014 informant les associations familiales, les associations œuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions, les associations de retraités et de personnes âgées, ainsi que les associations d'handicapés du département du renouvellement des membres nommés du Conseil d'administration du CCAS.

Considérant les propositions de celles-ci.

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à la nomination de 8 membres.

**ARRETONS SOUS N° 23130**

**ARTICLE 1**

Sont nommés membres du Conseil d'administration du CCAS, jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux :

- M. Robert COMBES, au titre des personnes participant à des actions de prévention, d'animation et de développement social dans la Commune (représentant de l'EHPAD - Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes - de LABOUILHE) ;
- M. Claude DERAISIN, en qualité de représentant des associations de personnes âgées et de retraités (Retraite Sportive) ;

- Mme Amina HENNAOUI, en qualité de représentante des associations de personnes handicapées (ADHAF, Aide à Domicile aux Handicapés, aux Aînés et aux Familles) ;
- Mme Martine LATRUBESSE, en qualité de représentante des associations œuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions (Secours Populaire) ;
- Mme Sylvie MASSUYES, en qualité de représentante des associations œuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions (Secours Catholique) ;
- Mme Ghislaine PELISSIER, en qualité de représentante des associations œuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions (Secours Catholique) ;
- Mme Martine RAIMBAULT, au titre des personnes participant à des actions de prévention, d'animation et de développement social dans la Commune (Comité des Fêtes) ;
- Mme Marie-France TABURIAU, en qualité de représentant des associations familiales sur proposition de l'UDAF, Union Départementale des Associations Familiales.

## **ARTICLE 2**

Le Conseil d'administration se trouve ainsi composé :

| <b>Conseil d'administration du CCAS</b> |   |
|---|---|
| <b>Président de droit</b>               | Mme Dominique FAURE   |
| <b>Membres élus</b>                     | M. Anicet KOUNOUGOUS<br>Mme Christelle POIRIER<br>Mme Georgette PERAL<br>Mme Caroline COLOMINA<br>Mme Colette CROUZEILLES<br>Mme Sophie CLEMENT<br>Mme Aude LUMEAU-PRECEPTIS<br>Mme Agnès SAUMIER |
| <b>Membres nommés</b>                   | M. Robert COMBES<br>M. Claude DERAISIN<br>Mme Amina HENNAOUI<br>Mme Martine LATRUBESSE<br>Mme Sylvie MASSUYES<br>Mme Ghislaine PELISSIER<br>Mme Martine RAIMBAULT<br>Mme Marie-France TABURIAU    |

### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera transmis en Préfecture, affiché et inscrit au Recueil des Actes Administratifs de la Commune et copie adressée aux intéressés.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 16 mai 2014

Madame le Maire



Dominique FAURE

|  |
|--|
| Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 15/05/2014<br>Affichage le : 15/05/2014<br>Publication le :<br>Notification le : |
|--|

**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Monsieur Thierry ARCARI**  
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 30 mai 2014  
à 16 heures 30 minutes au 1<sup>er</sup> juin 2014 inclus.

**ARRETONS SOUS N° 23131**

**ARTICLE 1 Monsieur Thierry ARCARI**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,  
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 30 mai 2014  
à 16 heures 30 minutes au 1<sup>er</sup> juin 2014 inclus.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de  
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,** est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie  
adressée à

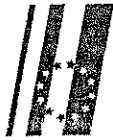
- Monsieur le Préfet
- Les intéressés

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 16 mai 2014.

Le Maire,

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 21 mai 2014  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL**

**Dominique FAURE**  
Maire

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Monsieur André PUIS**  
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 31 mai 2014 à 17 heures 30 minutes entre Monsieur REVERSAT et Madame MIQUEL.

**ARRETONS SOUS N° 23132**

**ARTICLE 1**      **Monsieur André PUIS**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux fonctions d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 31 mai 2014 à 17 heures 30 minutes entre Monsieur REVERSAT et Madame MIQUEL.

**ARTICLE 2**      **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Les intéressés

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 16 mai 2014.

Le Maire,

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 21 mai 2014  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Madame Josiane LASSUS PIGAT**  
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 13 juin 2014  
à 16 heures 30 minutes au 15 juin 2014 inclus.

**ARRETONS SOUS N° 23133**

**ARTICLE 1 Madame Josiane LASSUS PIGAT**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,  
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 13 juin 2014  
à 16 heures 30 minutes au 15 juin 2014 inclus.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de  
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,** est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie  
adressée à

- Monsieur le Préfet
- Les intéressés

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 16 mai 2014.

Le Maire,

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 21 mai 2014  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

**Dominique FAURE**  
Maire

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Madame Colette CROUZEILLES**  
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 20 juin 2014  
à 16 heures 30 minutes au 22 juin 2014 inclus.

**ARRETONS SOUS N° 23134**

**ARTICLE 1 Madame Colette CROUZEILLES**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,  
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 20 juin 2014  
à 16 heures 30 minutes au 22 juin 2014 inclus.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de  
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,** est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie  
adressée à

- Monsieur le Préfet
- Les intéressés

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 16 mai 2014.

Le Maire,

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 21 mai 2014  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
VU les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Monsieur Fabien JACQUEL**  
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 27 juin 2014  
à 16 heures 30 minutes au 29 juin 2014 inclus.

**ARRETONS SOUS N° 23135**

**ARTICLE 1 Monsieur Fabien JACQUEL**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,  
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 27 juin 2014  
à 16 heures 30 minutes au 29 juin 2014 inclus.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de  
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,** est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie  
adressée à

- Monsieur le Préfet
- Les intéressés

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 16 mai 2014.

Le Maire,

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 21 mai 2014  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

**Dominique FAURE**  
Maire

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Madame Sophie CLÉMENT**  
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 4 juillet 2014  
à 16 heures 30 minutes au 6 juillet 2014 inclus.

**ARRETONS SOUS N° 23136**

**ARTICLE 1 Madame Sophie CLÉMENT**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,  
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 4 juillet 2014  
à 16 heures 30 minutes au 6 juillet 2014 inclus.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de  
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie  
adressée à

- Monsieur le Préfet
- Les intéressés

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 16 mai 2014.

Le Maire,

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 21 mai 2014  
Et publication, affichage ou notification le

**Demande déposée le 26/11/2013**

**N° PC 031 506 09 00001 01M**

|                        |  |
|------------------------|--|
| Par :                  | FONDATION RAMBAM   |
| Demeurant à :          | 2 RUE DU TUCARD<br>31650 SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE  |
| Représenté par :       | Monsieur ALLOUCH Roger   |
| Pour :                 | Modifier l'aspect extérieur et l'aménagement<br>intérieur de locaux d'une maison de retraite |
| Sur un terrain sis à : | 2 RUE DU TUCARD BD 2   |

Surface de plancher  
créée : 0

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Résidence pour  
personnes âgées

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

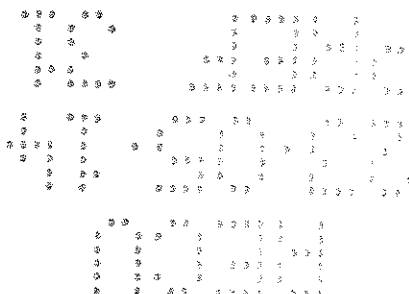
Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville  
approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1<sup>er</sup> avril 2014,  
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO  
Marc en date du 14/04/2014,  
Vu le permis de construire n° 031 506 0900001 délivré le 20/10/2009,  
Vu le complément de dossier déposé le 11/04/2014,  
Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse  
d'Accessibilité aux Personnes Handicapées, émis par procès-verbal en date du 22/01/2014,  
Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse  
pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, émis par procès-verbal  
en date du 15/05/2014,

**ARRETE N° 23 140**

**ARTICLE 1** : Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans  
la demande susvisée, modifiant le permis de construire délivré le 20/10/2009 sous le  
n° 031 506 0900001.

**ARTICLE 2** : Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire susvisé sont  
maintenues et devront être observées.

**Le 22 MAI 2014**



Pour le Maire  
Par délégation

Marc DEL BORRELLO  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

21 MAI 2014

**Demande déposée le 28/02/2014**

**N° PC 031 506 10 00064 02M**

|                        |   |
|------------------------|---|
| Par :                  | SCI LES TREILLES  |
| Demeurant à :          | 30 BOULEVARD CARNOT<br>31000 TOULOUSE                                       |
| Représenté par :       | Monsieur PELISSIER Michel   |
| Pour :                 | Modifier l'aspect extérieur d'un bâtiment<br>collectif à usage de logements |
| Sur un terrain sis à : | 6 RUE ROSA PARKS Ilot A.3 (2847 m²)   |

Surface de plancher  
créée : 0 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1<sup>er</sup> avril 2014,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Saint-Orens approuvant le dossier de création de la Z.A.C. de TUCARD en date du 01/07/2004,

Vu la délibération du Conseil Communautaire Toulouse Métropole approuvant le transfert du dossier de création de la Z.A.C. et l'avenant de transfert de la Convention Publique d'Aménagement en date du 30/03/2007,

Vu la délibération du Conseil Communautaire Toulouse Métropole approuvant le dossier de réalisation de la Z.A.C. de TUCARD en date du 30/03/2007,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis de construire n° 031 506 1000064 délivré le 05/04/2011,

Vu le permis de construire modificatif n° 031 506 1000064 01 délivré le 30/07/2013,

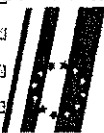
Vu l'avis favorable en date du 14/04/2014 du Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine de la Haute-Garonne assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable de la SEM OPPIDEA en date du 13/05/2014 assorti de prescriptions,

**ARRETE N° 23 141**

**ARTICLE 1 :** Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, modifiant les permis de construire susvisés.

**VILLE DE SAINT  
ORENS**



Haute-Garonne  
Tél: 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 24

**Dominique FAURE**  
Madame le Maire

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
Relatif aux dérogations au repos dominical**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**VU** le Code du Travail, et notamment ses articles L. 3132-26, L. 3132-27 et R. 3132-21

**VU** le protocole d'accord sur la limitation d'ouverture des commerces les dimanches et jours fériés en Haute-Garonne en date du 14 Janvier 2013 signé par les organisations patronales et les principales organisations syndicales valant avis de l'article R. 3132-21 du code du travail

**CONSIDERANT** qu'il convient d'harmoniser l'ouverture de tous les commerces de détail d'une même branche professionnelle afin d'éviter une concurrence déloyale de nature à compromettre le fonctionnement normal des établissements de commerce.

**ARRETONS SOUS N° 23145**

**ARTICLE 1**

Les commerces de détail employant des salariés de la Commune de Saint Orens de Gameville sont autorisés à ouvrir les:

**DIMANCHES 14 et 21 DECEMBRE 2014**

**ARTICLE 2**

Les apprentis ne pourront pas travailler ces jours-là.

**ARTICLE 3**

Aucune pression, aucune sanction, ne pourra être exercée ou prise à l'encontre des salariés qui refuseront de travailler les **dimanches 14 et 21 décembre 2014**.

**ARTICLE 4**

Les heures de travail effectuées ces dimanches seront rémunérées selon un taux horaire égal au double du taux horaire habituel.

## ARTICLE 5

Les dispositions du Code du Travail concernant notamment l'interruption du travail à l'occasion du repas ou l'amplitude de la durée du travail seront naturellement applicables.

## ARTICLE 6

Un repos compensateur, égal à la durée du travail effectué ces dimanches, devra être **OBLIGATOIREMENT** donné au salarié concerné, à sa demande, soit dans la semaine suivant l'ouverture, soit avant le **15 Février 2015** pour l'année 2014.

Pour cela, l'employeur devra afficher dans son établissement les modalités de prise du repos compensateur, en communiquer le double aux services de la DIRECCTE, UT de la Haute-Garonne, qui en contrôleront le respect.

Ce repos compensateur constituera donc un droit à congé rémunéré (Application de l'article L.3132-27 du Code du Travail).

## ARTICLE 7

Ces dispositions sont également applicables au personnel d'encadrement.

## ARTICLE 8

En ce qui concerne la rémunération, le repos compensateur et plus généralement toutes les dispositions concernant les relations du travail dans l'entreprise, cet accord ne se substitue pas aux accords d'entreprises ou conventionnels plus favorables.

## ARTICLE 9

Ces dispositions ne concernent pas les entreprises qui n'emploient pas de salariés.

## ARTICLE 10

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la commune et une copie sera adressée à :

Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne

Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Saint-Orens

Le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi.

Monsieur le Chef de la Police Municipale de Saint-Orens

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 21 Mai 2014

Madame le Maire

  
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 26/05/2014  
Et publication et affichage le 26/05/2014

**VILLE DE ST ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION  
DU STATIONNEMENT SUR UNE PARTIE DU BOULEVARD  
DE CATALA A L'OCCASION DE LA MANIFESTATION  
«TOULOUSE EN PISTE»**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5<sup>ème</sup> adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement de la manifestation «Toulouse en Piste» organisée par ville de Saint-Orens, et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer le stationnement de deux véhicules de grand gabarit sur une partie du boulevard de Catala à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N°23149/2014**

**ARTICLE 1**

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur une partie du boulevard de Catala.

La surface d'emprise occupera l'équivalent de 6 places délimitées situées sur le boulevard de Catala entre la rue de la Viguerie et l'impasse des Paons (côté Château de Catala).

**MARDI 3 JUIN 2014 DE 10H00 A 21H30**

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire correspondante sera fournie et entretenue par les Services Municipaux.

**ARTICLE 3**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4**

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE.

**ARTICLE 5**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

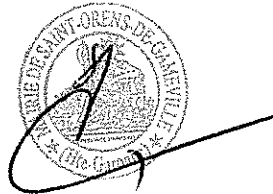
**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera adressé :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale
- au Service des Sports

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE  
Le 26 mai 2014,

Pour Madame le Maire et par délégation  
L'adjoint au Maire



Serge JOP

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 3 juin 2014  
Et après transmission en Préfecture : Néant

**VILLE DE  
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU COMITE  
TECHNIQUE PARITAIRE DE LA VILLE DE SAINT-ORENS**

Le **Maire** de Saint-Orens de Gameville,

**Vu** le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 08/04/2008, visée le 10/04/2008 portant à cinq le nombre des représentants titulaires au Comité Technique Paritaire de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S, tant pour les représentants de la collectivité désignés par l'Autorité Territoriale que pour les représentants du Personnel, élus,

**Vu** les résultats du scrutin portés sur le procès-verbal établi le 06/11/08 à l'issue des élections des représentants du Personnel au Comité Technique Paritaire de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S,

**Considérant** le renouvellement du conseil municipal après les élections municipales du 23 mars 2014 et la nécessité de désigner les nouveaux représentants de la collectivité,

**ARRETONS SOUS N° 23156**

La composition du Comité Technique Paritaire est établie ainsi qu'il suit :

**ARTICLE 1 : Représentants titulaires de la Collectivité :**  
Madame Dominique FAURE, Maire de Saint-Orens de Gameville,  
Monsieur Alain MASSA, 1<sup>er</sup> Adjoint,  
Madame Marielle GAUDOIS, Adjointe au Maire,  
Madame Josiane LASSUS PIGAT, Conseillère Municipale,  
Madame Aude LUMEAU-PRECEPTIS, Conseillère Municipale.

**Représentants suppléants de la Collectivité :**  
Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, Adjoint Municipal  
Monsieur Serge JOP, Adjoint au Maire,  
Madame Colette CROUZEILLES, Conseillère Municipale,  
Monsieur Jean FARENC, Conseiller Municipal,  
Monsieur Claude MERONO, Conseiller Municipal.

## ARTICLE 2

### **Représentants titulaires du Personnel :**

Madame Suzanne ESCUDERO, C.G.T,  
Madame Véronique LABARRIERE, C.G.T,  
Madame Béatrice RAYNAUD, C.G.T,  
Monsieur Michel GAJAN, F.O,  
Madame Patricia MALGRAS, F.O.

### **Représentants suppléants du Personnel :**

Madame Véronique COURANJOU, C.G.T  
Madame Marie-Line THERON, C.G.T  
Madame Karine BROTONS, C.G.T  
Madame Françoise SAINT LOUBERT, F.O.  
Madame Valérie AMILLASTRE, F.O.

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affiché, notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

Fait à Saint Orens de Gameville, le 27 mai 2014.

Madame le Maire,



Dominique FAURE.

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 30/05/2014

Affichage le : 30/05/2014

Publication le :

Notification le :